

AFAR TIMES

La revue du Monde Afar

DJIBOUTI

Retour sur la proposition
de Djibouti à l'Éthiopie : une volte-face diplomatique ?

DJIBOUTI

Aux Origines de la dictature

CORNE D'AFRIQUE

Situation géopolitique tendues : Enjeux et Causes

DJIBOUTI

Alertes sur l'insécurité alimentaire

ETHIOPIE

Les tueries de Gaali Kooma

CULTURE

L'art poétique du
Kassow

COURRIER DU LECTEUR

La conscience politique
du peuple Afar : réalité ou utopie.

VERS LA FIN DU REGIME ?

■ La République de Djibouti : les origines de la dictature II.

Dans l'article précédent (*Afar Times*, septembre 2024), j'ai cité pêle-mêle les acteurs politiques responsables (France coloniale, élites et élus Issa et Afar, chefferies traditionnelles) de la dérive de l'Etat djiboutien. A priori, ils seraient tous comptables de nos malheurs. Car, parfois, il est difficile de distinguer l'exécutant du donneur d'ordre, l'ennemi réel de celui que des rumeurs et des propagandes agitent devant vos yeux.

Depuis la colonisation française, notre histoire est jalonnée de crimes. ! De plus, l'ancienne puissance de tutelle n'a point quitté notre pays lors de la prétendue indépendance de Djibouti, le 27 juin 1977. Il nous reste maintenant à identifier le principal coupable ou la maladie. Ce n'est qu'à cette condition que nous pourrions entreprendre la recherche de remèdes, si remède il y a. L'exorcisme est nécessaire. Qui empêchent notre pays de se libérer des chaînes du passé ? (Il n'est pas question d'évoquer ici les massacres perpétrés par les troupes françaises à Djibouti. Un sujet qui mériterait une approche différente).

La France coloniale (1884-1977) : source de nos malheurs ?

A première vue, la palme semble revenir à la France coloniale, apprentie-sorcière, ayant semé les germes de la division intercommunautaires en multipliant les pièges. Dès l'origine, le mal était fait en baptisant « Côte française des Somalis » (CFS) un territoire où les seuls natifs étaient Afar. Puis, en 1967, persistant dans l'erreur un nouveau nom, « Territoire français des Afars et des Issas », vint aggraver les divisions et brouiller les identités des populations du pays. Ce faisant, l'administration coloniale Ajoutait la manipulation à l'erreur passée, le cynisme à la déshumanisation des individus. Dans son ouvrage, *Les Damnés de la terre*, Frantz Fanon a expliqué en détail comment le colonisateur déshumanise le colonisé. Mais le travail de sape, de longue haleine, a été confié à la pratique administrative. Ce fut dans ce domaine que l'impérialisme colonial se surpassa, allant jusqu'à susciter des guerres fratricides entre ses sujets. Durant des décennies (1884-1960), les communautés officiellement reconnues en tant que ressortissants de Djibouti ont été traités comme des allogènes. Par conséquent, le statut d'autochtone demeurait théorique et sur papier. Il faut se rappeler que la tribu Issa obtint reconnaissance en 1950, tandis que l'ethnie Afar attendit les années 1960 pour se voir



Vue aérienne de Djibouti-ville - 1960

admise à bénéficier, d'une manière privilégiée, de petits emplois sans qualification.

Dans tous les cas, les Issas, ayant eu largement le temps de ruminer leurs frustrations, n'eurent aucun scrupule, à pourchasser en 1949 les Gadaboursi. Les affrontements les plus violents eurent lieu à Djibouti-ville. On déplora **une centaine de morts et plusieurs blessés dans les rangs des Gadaboursi**. Dans cette brève et sanglante guerre civile, les deux communautés Somali en arrivèrent aux mains parce qu'elles furent instrumentalisées et victimes de rumeurs et de mensonges. En vérité, l'administration territoriale visait moins à s'en prendre aux Gadaboursi qu'à couper court à l'idéologie de la Grande Somalie... au prix la mort des morts d'hommes.

Aux yeux des services de renseignement français, les allogènes Somali (Gadaboursi et Issak) servaient de dangereux réceptacles aux idées de progrès et d'émancipation qui se diffusaient à partir du Somaliland britannique. Il fallait coûte que coûte diminuer l'influence dans le territoire des groupes humains susceptibles à remettre en question la souveraineté de la France dans le territoire. C'est pourquoi, il n'y eut pas un véritable pogrom à l'encontre de ces populations, sans lesquelles, les services publics et privés de la colonie auraient tout simplement cessé de fonctionner. Dans tous les cas, à l'époque, les Afar et les Issas avaient bon dos. Pour ne pas leur donner du travail, ni leur permettre de venir habiter dans le chef-lieu, de savantes études avaient décrété que les nomades étaient des « crétins » attardés.

L'argument simpliste et récurrent pour discriminer les Afar portait sur la dangerosité de leurs dardar (sultans). En particulier, la tribu régnante, les Adqali.

C'est pourquoi, en 1930, les sultans de Goba'ad et de Tadjoura furent déportés à Madagascar. Ce fut sur la base d'accusation anti françaises. En réalité, le but des autorités françaises était tout autre. L'objectif poursuivi visait la mise au pas de la communauté Afar. Recourant à une analyse simpliste, mais ayant donné des résultats probants ailleurs, la décapitation des autorités traditionnelles Afar, croyait-on, allait domestiquer cette population nomade versatile.

C'est une approche bien connue de l'impérialisme français que l'on appelle l'Administration directe (direct rule). Elle se caractérise par l'abolition des autorités locales et l'acculturation de la population asservie. Alors que l'impérialisme britannique avait l'habitude d'administrer ses sujets au travers des chefs traditionnels (Indirect Rule).

Il est inutile de faire de longues et fastidieuses analyses sur le passé colonial. Nous savons tous que nous souffrons d'une profonde aliénation. Le premier diagnostic nous emmène à affirmer que les germes de notre tragédie ont été semés par l'impérialisme française. Sur ce point, le doute n'est pas permis. Sauf que la République de Djibouti est indépendante depuis 1977. Il me semble que, depuis 47 ans, l'eau a coulé sous le pont. Mais, après 47 ans d'indépendance de Djibouti, caractérisée par 47 ans de dictature, l'ancienne puissance de tutelle se trouve toujours dans notre pays. Tout indique qu'elle soutient un régime coupable de nombreux crimes. Alors, lui faut-il imputer la discrimination, la pauvreté, l'analphabétisme, les tortures, qui scandent notre misérable vie quotidienne ?

Idriss Qadniito ■

DJIBOUTI

■ **Vacance du pouvoir à Djibouti : scénarii pour une succession**

Au pouvoir depuis plus de deux décennies l'état de santé précaire du président Ismaël Omar Guelleh est depuis quelques temps au centre du débat national. Il est en effet incontestable que le président rencontre des difficultés croissantes pour exercer ses fonctions, en raison d'une dégradation de ses capacités physiques. Des sources rapportent qu'un médecin l'assiste en permanence, et qu'il ne peut apparaître en public que durant de courtes périodes, sous l'effet de fortes injections.

Cette situation suscite des interrogations légitimes au sein de la population djiboutienne concernant l'avenir du pays, dans un contexte régional instable. Les citoyens se demandent : quelle serait la procédure en cas de vacance de pouvoir ? Selon l'article 29 de la constitution djiboutienne, « En cas de vacance de la Présidence de la République pour quelque cause que ce soit ou d'empêchement définitif constaté par le Conseil constitutionnel, l'intérim est assuré par le président de la Cour suprême, lequel ne peut être candidat à la Présidence durant l'intérim. [...] L'élection du nouveau président a lieu trente jours au moins et quarante-cinq jours au plus après constatation officielle de la vacance. »

La grande interrogation qui plane sur Djibouti, ainsi que parmi les observateurs, est de savoir si cette disposition constitutionnelle sera réellement appliquée ou si des arrangements informels, fréquents dans d'autres pays africains francophones, seront favorisés.

Une histoire politique complexe

Pour comprendre la dynamique actuelle, il est essentiel de revenir sur l'histoire politique de Djibouti. Depuis son indépendance en 1977, le pays a été marqué par un régime tribal, éloigné des idéaux d'un État national promu par le regretté Ahmed Dini. Le président Hassan Gouled a rompu le pacte d'indépendance, provoquant des tensions qui ont mené à la confiscation de postes stratégiques par la communauté Issa.



L'attaque du Palmier en zinc en 1977, orchestrée par Ismaël Omar Guelleh alors chef de la sécurité intérieure, a marqué le début d'une répression systématique contre les Afars, plongeant le pays dans un cycle de violence et de répression. La résistance face à cette dictature a pris la forme du Front pour la Restauration de l'Unité et de la Démocratie (FRUD), qui a cherché à instaurer un équilibre politique et social. Toutefois, l'intervention des troupes françaises a étouffé cette aspiration démocratique.

La transmission du pouvoir d'Ismaël Omar Guelleh, neveu de Gouled, en 1999 a scellé l'établissement d'une dynastie politique, renforcée par la nomination de proches aux postes clés de l'appareil sécuritaire et administratif.

Vers une succession incertaine

Aujourd'hui, la question de la succession se pose avec acuité. Si le président venait à disparaître, comment réagiraient ceux qu'il a placés à des postes stratégiques ? La constitution prévoit-elle une réelle alternance ou sommes-nous destinés à observer une nouvelle concentration du pouvoir entre les mains de proches du président ? Les précédents historiques laissent craindre que les lois ne soient une simple façade pour masquer une dictature camouflée sous des apparences démocratiques.

La situation actuelle suggère que la lutte pour la succession pourrait se résumer à une lutte entre les cousins d'Ismaël Omar Guelleh, chacun cherchant à préserver ses intérêts et ses privilèges.

Le spectre d'un scénario à la Tchadienne ou encore à la Togolaise se profile malheureusement à Djibouti : l'apparition à la télévision d'un colonel Mamassan annonçant la mise en berne de la constitution et l'instauration d'un comité militaire de transition, le temps de préparer le terrain à un civil Mamassan de se frayer un chemin vers la présidence ; aidés en cela par la France ? L'avenir nous le dira, mais les pratiques de la francophonie ont la vie dure et les gorges profondes !

Un appel à la mobilisation citoyenne

Face à ces enjeux, il est crucial que **les patriotes djiboutiens se rassemblent autour du FRUD et d'autres forces progressistes pour faire face à cette situation**. Une mobilisation citoyenne pourrait ouvrir la voie à l'établissement d'un véritable État national, garantissant la coexistence pacifique et la justice sociale pour tous les Djiboutiens.

L'avenir du pays dépendra de la capacité de la société civile à s'unir et à défendre les valeurs démocratiques, face aux menaces d'un retour à des pratiques autoritaires. Le temps presse, et les choix qui seront faits dans les mois à venir détermineront le destin de Djibouti.

Qui après Ismaël Omar Guelleh ? Quelques scénarii de succession possible

Retourné à la hâte suite aux spéculations faites sur sa mort, le président Ismael Omar Guelleh qui avait été admis vers un hôpital parisien, ce 20 septembre 2024, en raison de graves problèmes de santé, notamment une déficience cardiaque, est apparu fébrile et mal en point. L'inquiétude au sein de son entourage atteint des sommets. Au sein du clan Mamassan dont il est originaire, les réunions clandestines se multiplient pour discuter de la succession en cas de décès du président. Évidemment, le choix d'un successeur doit impérativement revenir à un membre du clan selon eux, car un transfert pacifique du pouvoir à d'autres clans ou communauté, notamment les Afars, semble impensable. Voici quelques scénarii possibles selon nous.

Scénario 1 : Un successeur identifié

Si les Mamassans parviennent à s'accorder sur un successeur, plusieurs noms circulent. Hassan Said Khaireh, directeur général de la sécurité nationale, a été suggéré. Toutefois, sa santé déclinante pose question quant à sa capacité à diriger. Un autre prétendant est Guelleh Idriss, neveu d'IOG et directeur des relations bilatérales. Les rumeurs l'associent à un futur premier ministre Afar, Mahmoud Ali Youssouf. Mais leur manque d'envergure politique pourrait nuire à leur légitimité.

D'autres poids lourds du clan aiguisent leurs lames et pourraient faire valoir leurs droits à la succession du « vieux ». Aboubaker Omar Hadi le riche directeur de l'Autorité des ports et des zones franches, Yacin Elmi Bouh le corrompu ambassadeur de Djibouti au Kenya et Djama Ali Guelleh l'inamovible directeur de l'Électricité de Djibouti, font partie de ceux-là.

Une option plus audacieuse serait Haibado Ismail Omar Guelleh, la fille d'IOG, qui pourrait bénéficier du soutien de son père. Cependant, son mariage avec Saadiq John, sans attache tribale, pourrait compliquer sa position face aux Mamassans, inquiets de voir leur pouvoir contesté.

Scénario 2 : Division au sein des Mamassans

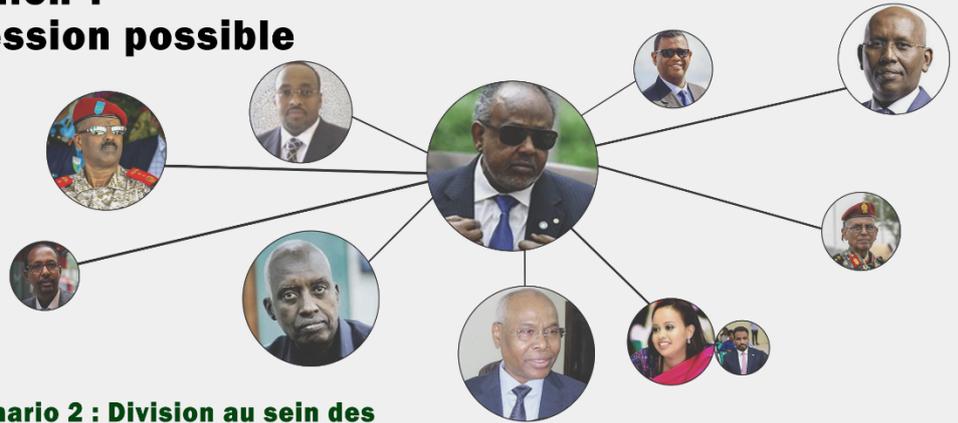
Si le clan ne parvient pas à s'entendre, un risque de coup d'État militaire pourrait émerger, orchestré par des figures comme le général Zakaria ou le colonel Mohamed Djama, cousin d'IOG. Ce dernier, qui a des ambitions politiques depuis longtemps, pourrait capitaliser sur le chaos pour s'emparer du pouvoir.

Scénario 3 : Coup de force des autres clans issus

Bien que moins probable, une tentative des autres clans issus, notamment des Yonis Moussa, majoritaire dans l'armée, pourrait survenir. En s'alliant à d'autres groupes, ils pourraient tenter de renverser l'ordre établi. Ils pourraient avoir le soutien des Fowlaba dont certains pensent que leur moment d'accéder au pouvoir est arrivé. Ils ne manquent pas de personnalités ambitieuses pour cela, notamment Ilyas Moussa Dawaleh, le plus fidèle serviteur du régime qui s'est bien servi au passage et Daher Ahmed Farah, l'opposant de façade. Mais la question du leadership reste cruciale : qui serait capable de fédérer ces clans ?

Scénario 4 : Et les Afars dans tout ça ?

Les Afar, quant à eux, semblent psychologiquement écrasés par des décennies de domination Mamassan. Il n'y a rien à attendre des anciens serviteurs d'IOG tels que Dileyta Mohamed Dileyta, le souriant président de l'Assemblée nationale et Mahmoud Ali Youssouf, l'éternel ministre des affaires étrangères. Ils se rangeront sagement derrière celui que le nouveau régime choisira. L'espoir des Afar réside peut-être dans les militants du FRUD, présidé par Mohamed Kadamy.



Cependant, pour gagner en légitimité, le FRUD doit radicalement changer son approche, passant d'attaques sporadiques à des offensives coordonnées, cohérentes et surtout d'envergure, et ce d'autant plus que la situation actuelle lui est favorable. **Le FRUD devra prendre les responsabilités qui lui incombent en rassemblant une large majorité de la population autour de son combat salvateur pour l'avènement d'une nouvelle république que d'aucun appelle de ses vœux.**

Vers un chaos prévisible

Tous ces scénarii pourraient mener à un chaos accru, tant les systèmes en place sont fragiles et dépassés. La question cruciale demeure : *qui peut véritablement assurer une transition stable et juste dans ce contexte ?* L'absence prolongée d'IOG pourrait créer un vide politique, incitant des acteurs comme le FRUD à se positionner comme la solution face à une situation explosive.

Les Djiboutiens, et plus particulièrement les Afars, pourraient voir dans cette instabilité **une occasion de revendiquer leurs droits et leur place dans la nouvelle configuration politique.** La nature a horreur du vide, et dans le cas d'une intervention du FRUD, celui-ci pourrait se présenter comme l'unique force capable d'apporter le changement tant attendu. Alors que le pays se trouve à un carrefour historique, l'avenir de Djibouti dépendra des choix faits par ses dirigeants et de la capacité des différentes factions à naviguer dans ce contexte incertain.

ETHIOPIE

**Le massacre de Gaali Kooma :
une tragédie dans la région Afar de l'Éthiopie**

Le massacre de Gaali Kooma, survenu en août 2021, reste un épisode des plus sombres de la guerre civile qui a déchiré l'Éthiopie. Cet événement tragique a eu lieu dans la région Afar, une zone souvent oubliée des conflits qui secouent le pays, mais qui a payé un lourd tribut à la violence.

Le 5 août 2021, des miliciens affiliés au Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) ont attaqué le village de Gaali Kooma, situé dans la zone d'Uwwa, région Afar. Selon les témoignages des survivants et les rapports des autorités locales, cette attaque aurait **entraîné la mort de plus de 240 civils, dont de nombreuses femmes et enfants**. Les victimes, pour la plupart issues de la communauté Afar, ont été brutalement tuées, et des dizaines de personnes ont été portées disparues. Les corps de certaines victimes ont été retrouvés dans des fosses communes, témoignant de la sauvagerie des violences perpétrées.

La région Afar, bien que marginalisée sur le plan politique et économique, s'est retrouvée au cœur des affrontements lorsque la guerre civile entre le gouvernement fédéral éthiopien et le TPLF s'est intensifiée après novembre 2020. Les combattants du TPLF, cherchant à étendre leur influence, ont pénétré dans la région Afar, déclenchant des combats acharnés avec les forces de défense éthiopiennes et les milices locales. Gaali Kooma, située à proximité de la frontière tigréenne, s'est retrouvée en première ligne de ce conflit.



Sépultures Gaali Kooma - Région Afare d'Éthiopie

Le massacre de Gaali Kooma a provoqué une onde de choc à travers l'Éthiopie et la communauté internationale. Les autorités régionales Afar ont immédiatement condamné cette attaque, accusant le TPLF de cibler délibérément des civils afin de semer la terreur et d'affaiblir la résistance locale. De son côté, le TPLF a nié toute implication directe dans le massacre, affirmant que ses forces ne visaient que des cibles militaires.

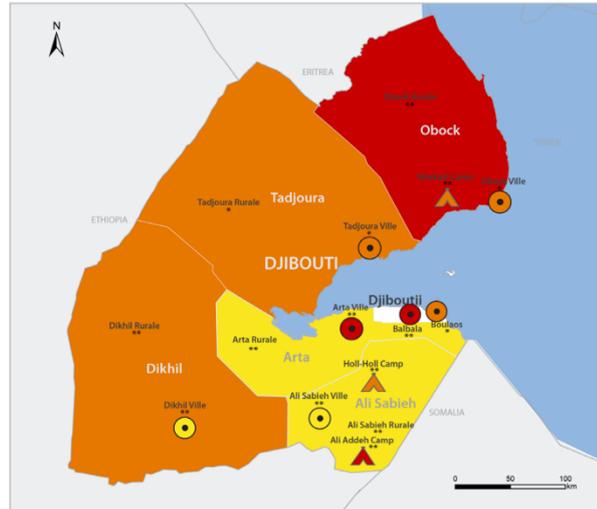
Le gouvernement fédéral éthiopien a dénoncé cet acte comme un crime de guerre et a appelé la communauté internationale à condamner fermement les exactions commises par le TPLF. Des organisations de défense des droits de l'homme ont également réclamé une enquête indépendante pour faire la lumière sur les responsables de cette atrocité.

Cependant, dans un contexte de guerre où la désinformation et les accusations mutuelles sont monnaie courante, il reste difficile de vérifier de manière indépendante les circonstances exactes du massacre.

Le massacre de Gaali Kooma souligne la complexité et la brutalité du conflit éthiopien, où les lignes de front sont floues et les civils, pris en étau entre les différentes factions, en sont les premières victimes. Cet événement a exacerbé les tensions ethniques dans la région et renforcé le sentiment de vulnérabilité parmi les communautés afar. Tandis que la guerre civile se poursuit, le souvenir de Gaali Kooma reste un rappel tragique des coûts humains d'un conflit qui menace de déstabiliser davantage l'ensemble de la Corne de l'Afrique.

Alerte sur l'insécurité alimentaire à Djibouti : 221 000 personnes en danger de mort

VUE D'ENSEMBLE ET CARTE DE LA MALNUTRITION AIGUË ACTUELLE (JANVIER - AVRIL 2024)



Légende
Classification IPC des phases de la malnutrition aiguë

- 1 - Acceptable
- 2 - Alerte
- 3 - Sérieuse
- 4 - Critique
- 5 - Extrêmement critique

Symboles de la carte

- Classification des zones d'installation urbaines
- △ PDI/Classification d'autres zones d'installation

Niveau de preuve

- * Acceptable
- ** Moyen
- *** Elevé

Sources IPC

Djibouti fait face à une crise alimentaire majeure, avec 221 000 personnes, soit 19 % de la population, en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Un récent rapport publié par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) tire la sonnette d'alarme sur la situation catastrophique dans ce petit pays de la Corne de l'Afrique.

Selon ce rapport, rendu public en juin 2024, environ 183 000 personnes se trouvent en situation de crise alimentaire (Phase 3 de l'IPC IAA), tandis que 38 000 sont en situation d'urgence (Phase 4), ce qui signifie qu'elles risquent de mourir de faim sans une intervention rapide. Cette étude, menée par une équipe de 22 experts internationaux, inclut également le soutien de l'UNICEF et du ministère djiboutien de la Santé.

développement économique et social, surtout comme le démontre la carte de classification de l'IPC, dans les régions du Nord et du Sud-Ouest.

Une politique de privation délibérée

La crise alimentaire à Djibouti est exacerbée par une politique gouvernementale jugée répressive. Le président Ismaïl Omar Guelleh, au pouvoir depuis plusieurs décennies, est accusé de mener une politique d'affamement systématique. Le rapport mentionne que de nombreux Djiboutiens vivent avec moins d'un dollar par jour, sans accès régulier aux produits alimentaires de base. Cette situation précaire est aggravée par la hausse des prix des denrées alimentaires et un pouvoir d'achat en chute libre.

« *Reer jabuuti gaajaa lagu xakuma* » (« Le peuple de Djibouti doit être dirigé par la faim »), cette citation attribuée à Ismaïl Omar Guelleh, met en lumière les accusations portées contre son régime. Selon les critiques, cette politique maintient une partie de la population dans un état de vulnérabilité alimentaire chronique, empêchant tout

L'ONU tire la sonnette d'alarme

L'ONU, à travers plusieurs de ses agences, a depuis longtemps pointé la gravité de la situation à Djibouti. Valérie Amos, cheffe du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), avait lancé un appel à l'aide internationale, soulignant que la majorité des familles djiboutiennes peinent à se nourrir correctement en raison de la flambée des prix alimentaires. La crise humanitaire touche aussi les enfants, particulièrement exposés aux risques de malnutrition.

Selon un rapport de l'UNICEF, deux enfants sur trois à Djibouti sont privés d'au moins un droit fondamental, qu'il s'agisse d'un abri, de l'accès à l'eau potable, à l'éducation ou aux soins de santé. Cette pauvreté infantile « abjecte », comme la qualifie le rapport, expose des milliers de jeunes vies à des menaces graves et à des conditions de vie précaires.

Des statistiques alarmantes

Action contre la Faim, une organisation internationale qui combat la malnutrition, a récemment publié des chiffres inquiétants concernant Djibouti. Environ 20% des enfants du pays souffrent de retard de croissance, et un enfant sur six est touché par la malnutrition aiguë. De plus, plus de la moitié de la population djiboutienne vit dans des logements informels en périphérie des villes, souvent sans accès aux infrastructures de base. Dans ce contexte, l'aide internationale devient cruciale pour sauver des milliers de vies. La FAO et le PAM, en collaboration avec d'autres organisations humanitaires, appellent à une mobilisation urgente pour lutter contre cette crise alimentaire qui menace de s'aggraver dans les mois à venir.

La situation alimentaire à Djibouti est critique et ne cesse de se détériorer. **Alors que 19 % de la population est en situation d'insécurité alimentaire aiguë**, des mesures urgentes doivent être prises pour éviter une catastrophe humanitaire de grande ampleur. Face à une politique gouvernementale accusée d'alimenter cette crise, la communauté internationale est appelée à intensifier son aide pour répondre aux besoins immédiats des populations les plus vulnérables.

Situation géopolitique tendue entre l'Éthiopie, l'Égypte, la Somalie et le Somaliland : enjeux et causes profondes

La Corne de l'Afrique est aujourd'hui le théâtre de rivalités croissantes entre plusieurs pays, dont l'Éthiopie, la Somalie, le Somaliland et l'Égypte. Ces tensions sont alimentées par des intérêts stratégiques liés à des enjeux hydriques, territoriaux et sécuritaires, faisant de cette région un véritable point de convergence de rivalités géopolitiques.

L'Éthiopie et le grand barrage de la renaissance : une menace pour l'Égypte

Au cœur des tensions se trouve le Grand Barrage de la Renaissance Éthiopienne (GERD), un projet d'infrastructure majeur construit par l'Éthiopie sur le Nil Bleu. L'Égypte, qui dépend du Nil pour 90 % de son eau, considère ce barrage comme une menace à sa survie. L'Éthiopie, elle, voit dans le GERD une opportunité de développement énergétique et économique. Le manque de consensus sur la gestion des ressources en eau a provoqué une impasse diplomatique entre les deux pays. L'Égypte craint que le remplissage du barrage réduise le débit du fleuve, et les négociations avec Addis-Abeba restent bloquées, accentuant les tensions dans la région.

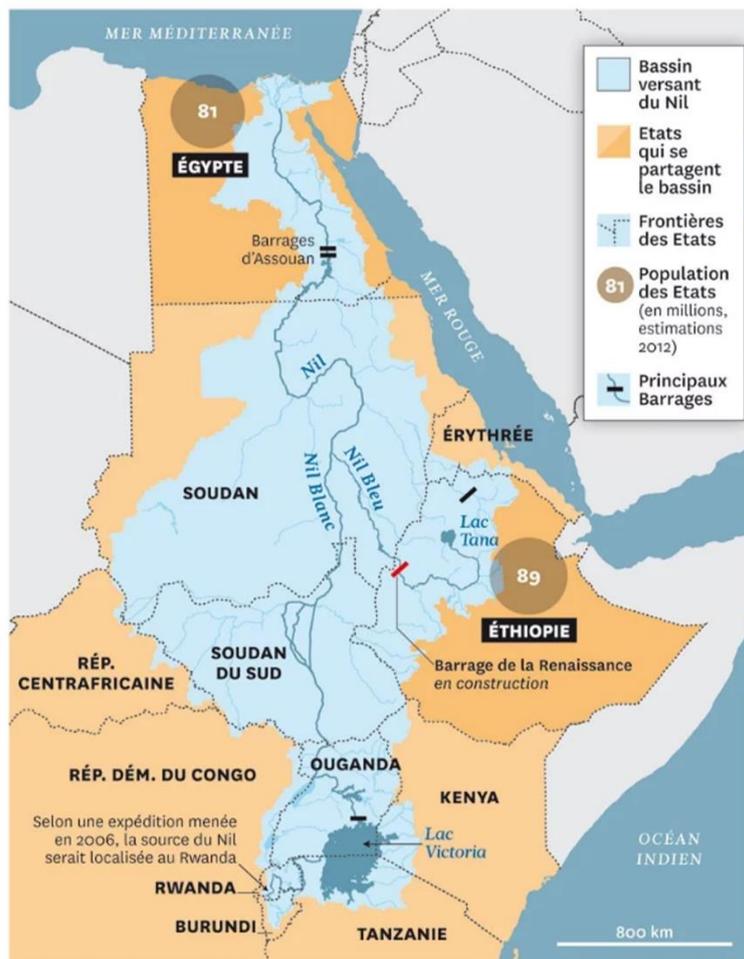
Le Somaliland : entre autonomie et partenariat avec l'Éthiopie

Le Somaliland, qui a déclaré son indépendance en 1991 mais n'est pas reconnu internationalement, joue un rôle crucial dans la géopolitique régionale. L'Éthiopie entretient des relations économiques et stratégiques avec le Somaliland, notamment à travers le port de Berbera, essentiel pour ses exportations en tant que pays enclavé. Le Somaliland, stable comparé à la Somalie, offre à l'Éthiopie un partenaire fiable dans la région pour diversifier ses routes commerciales.

Cependant, cette coopération renforce indirectement les tensions avec la Somalie, qui ne reconnaît pas l'autonomie du Somaliland et voit ces relations comme une atteinte à son intégrité territoriale.

La Somalie : un terrain de rivalités

La Somalie, qui lutte contre l'insurrection d'Al-Shabaab et l'instabilité intérieure, est un terrain de rivalités pour l'Éthiopie et l'Égypte. L'Éthiopie intervient militairement en Somalie à travers la Mission de l'Union africaine (AMISOM) pour combattre le terrorisme, tout en essayant de maintenir une influence politique à Mogadiscio.



Bassin versant du Nil

L'Égypte, quant à elle, cherche à contrer l'influence croissante de l'Éthiopie en renforçant ses relations avec la Somalie. Elle vient de promettre un renforcement militaire avec un contingent destiné à atteindre 10 000 hommes. Le soutien égyptien vise à trouver un allié stratégique dans la région pour faire pression sur Addis-Abeba dans le cadre du conflit sur le GERD.

Ces tensions régionales, exacerbées par les rivalités hydriques et politiques, augmentent le risque d'escalade dans la Corne de l'Afrique. La Somalie et le Somaliland sont pris dans un jeu d'influences entre l'Éthiopie et l'Égypte, où les enjeux économiques et sécuritaires se mélangent à des conflits plus larges. Une solution diplomatique est essentielle pour stabiliser la région et éviter une détérioration de la situation, qui pourrait avoir des répercussions pour l'ensemble de l'Afrique de l'Est.

Retour sur la proposition de Djibouti à l'Éthiopie : une volte-face diplomatique ?

Le 30 août dernier, une annonce audacieuse du ministre des Affaires étrangères djiboutien, Mahmoud Ali Youssouf, a secoué la scène diplomatique de la Corne de l'Afrique. Lors d'une interview avec la BBC, Youssouf a proposé que Djibouti cède le contrôle total du port stratégique de Tadjourah à l'Éthiopie, dans le but d'apaiser les tensions régionales entre Addis-Abeba et la Somalie. Cette proposition inattendue visait à répondre aux besoins croissants de l'Éthiopie, un pays enclavé qui dépend fortement des ports voisins pour son commerce, et à apaiser les différends frontaliers avec la Somalie.

Cependant, après des attentes prolongées, aucune réponse officielle n'a été donnée par l'Éthiopie. Selon des sources non confirmées, Abiy Ahmed, le Premier ministre éthiopien, aurait catégoriquement refusé l'offre lors de discussions avec Ismaïl Omar Guelleh (IOG), président de Djibouti, en marge du Forum Chine-Afrique à Pékin. Ce rejet a suscité des remous à Djibouti, où le président Guelleh aurait été profondément agacé par cette réponse négative, perçue comme une humiliation.

Reviement djiboutien : le port de Tadjourah en partage

Face à ce refus éthiopien, Djibouti a rapidement changé de discours. Le 9 septembre 2024, lors d'une rare conférence de presse, le ministre Mahmoud Ali Youssouf a rétracté sa proposition initiale, affirmant que le port de Tadjourah ne serait ni vendu ni cédé à l'Éthiopie. Il a précisé que la gestion du port serait partagée entre les deux pays, dans un modèle de coopération similaire à celui de la compagnie ferroviaire reliant Djibouti à Addis-Abeba.



Conférence de presse du ministre des Affaires étrangères Mahmoud Ali Youssouf - Septembre 2024

Ce revirement semble indiquer une tentative de sauver la face après la débâcle de Pékin, où la proposition djiboutienne a été balayée d'un revers de main par le leader éthiopien. Selon des sources locales, la colère d'IOG envers son ministre des Affaires étrangères a été explosive. Il l'aurait publiquement humilié à son retour de Chine, l'accusant d'avoir pris l'initiative de proposer la cession du port sans autorisation, alors même que la directive venait de lui.

Un échec stratégique ?

Cette volte-face soulève des questions sur les véritables motivations de Djibouti. La proposition de céder le port de Tadjourah semblait initialement répondre à une stratégie plus large visant à maintenir une influence sur l'Éthiopie, dont les besoins en accès maritime sont essentiels pour son développement, et de tuer dans l'œuf le projet de l'accord avec la Somaliland.

Cependant, le refus d'Abiy Ahmed montre qu'il n'est pas dupe de la stratégie djiboutienne et met en lumière les tensions diplomatiques et les malentendus persistants entre les deux nations.

En conclusion, l'épisode du port de Tadjourah illustre les défis complexes de la diplomatie dans la Corne de l'Afrique, où intérêts économiques, tensions politiques et rivalités régionales se mêlent. La capacité de Djibouti et de l'Éthiopie à surmonter cet incident sera cruciale pour la stabilité et la prospérité de la région.

L'Éthiopie devient le premier pays à interdire les voitures thermiques : une révolution forcée par l'économie



Addis-Abeba, capitale de l'Éthiopie

En raison d'une crise économique liée au déficit commercial et à une pénurie de devises étrangères, l'Éthiopie, pays de 120 millions d'habitants, a récemment pris une décision radicale : l'interdiction de l'importation de voitures à moteur thermique. Ce choix s'inscrit dans une stratégie économique de survie, mais il est également présenté comme un virage vers une énergie plus verte, promu par le gouvernement du Premier ministre Abiy Ahmed. Cette mesure est un tournant pour le pays, confronté à des difficultés croissantes pour financer l'importation de carburants.

Un choix économique avant tout

Depuis des mois, faire le plein en Éthiopie est devenu un véritable casse-tête. Les stations-service sont prises d'assaut, et le prix du carburant ne cesse de grimper. Confronté à cette situation, Addis-Abeba a pris une décision inédite pour un pays en développement : bannir l'importation de voitures thermiques, ne permettant désormais que celles à motorisation électrique. Cette politique, annoncée dès janvier 2024, a été officiellement confirmée par Abiy Ahmed, Prix Nobel de la Paix 2019, qui mène parallèlement une vaste campagne de reforestation et d'investissements dans l'hydroélectricité.

En 2022, l'Éthiopie a inauguré le Grand Barrage de la Renaissance, le plus grand barrage d'Afrique, capable de produire à terme 5 000 mégawatts. Cette infrastructure permet de fournir une énergie hydroélectrique abondante et peu coûteuse, alimentant ainsi la volonté de remplacer les véhicules thermiques par des voitures électriques. À ce jour, environ 100 000 voitures électriques circulent déjà dans le pays, un chiffre impressionnant pour une nation de la Corne de l'Afrique. Mais ce changement, dicté par l'urgence économique, présente des défis majeurs.

Un défi logistique et social

Malgré la transition vers l'électrique, la réalité est bien plus complexe. Environ la moitié de la population éthiopienne n'a toujours pas accès à l'électricité, ce qui limite grandement la portée de cette nouvelle politique.

Les infrastructures de recharge pour véhicules électriques sont aussi largement insuffisantes : les bornes publiques se comptent encore sur les doigts d'une main, et les foyers doivent souvent utiliser des prises domestiques pour recharger leurs voitures.

Parallèlement, le parc automobile thermique déjà en circulation risque de subir une « cubanisation », où les véhicules existants continueront à être utilisés et entretenus pendant des décennies, malgré les coûts croissants du carburant. L'ingéniosité locale sera sans doute à profit pour prolonger la durée de vie des voitures thermiques, même si les pénuries de carburant vont rapidement rendre leur usage impraticable pour une grande partie de la population.

Une stratégie écologique masquant des difficultés économiques

Derrière cette décision audacieuse se cache une réalité économique difficile. L'Éthiopie cherche à réduire ses dépenses en devises étrangères, qui ont atteint des niveaux insoutenables avec une facture d'importation de carburant de 6 milliards d'euros en 2023. En limitant les importations de voitures thermiques, le pays espère freiner l'hémorragie économique tout en affichant un visage tourné vers l'écologie et l'énergie verte. Cette stratégie permet à Abiy Ahmed de positionner l'Éthiopie comme un pays progressiste, en avance sur l'Europe, qui prévoit d'interdire les voitures thermiques en 2035.

Cependant, la transition vers une mobilité durable et électrique reste un défi de taille. L'Éthiopie devra surmonter des obstacles importants en termes d'infrastructures et d'accès à l'électricité pour faire de cette politique une véritable réussite, au-delà d'une simple réponse aux pressions économiques. La question reste donc ouverte sur la capacité du pays à concilier ses ambitions écologiques avec les réalités sociales et économiques auxquelles il fait face.

La conscience politique du peuple Afar : réalité ou utopie.



Le peuple Afar, à l'image de nombreuses autres communautés, a connu des phases de prospérité et de déclin au cours de son histoire. Ces bouleversements, tant politiques que culturels, ont été amplifiés par les divisions imposées lors de la colonisation, qui ont fragmenté leur territoire entre trois pays distincts : l'Éthiopie, Djibouti et l'Érythrée. Cette fragmentation a non seulement affaibli leur unité, mais a également posé des défis majeurs à leur cohésion politique et culturelle.

Malgré ces difficultés, le peuple Afar a montré une étonnante résilience face aux forces extérieures. Tout au long de ces "années noires", marquées par des tentatives répétées d'assimilation et d'anéantissement, les Afar ont résisté avec ténacité. Mais la question demeure : cette résistance découle-t-elle d'une conscience politique profondément ancrée ou est-elle le fruit d'autres dynamiques ?

Conscience politique des Afar : une perspective historique

Pour comprendre l'évolution de la conscience politique chez les Afar, il est crucial de diviser leur histoire en deux périodes : précolonial et postcolonial. Durant la période précoloniale, bien que les Afar aient vécu sous des autorités traditionnelles, ils jouissaient d'une autonomie relative. Chaque sultanat protégeait son propre territoire sans tenir compte des enjeux régionaux ou de la nécessité d'une unité politique et culturelle plus large.

Toutefois, cette autonomie ne traduisait pas une conscience politique forte et bien établie. Le découpage des Afar entre trois États à la suite de la colonisation en témoigne : leurs dirigeants traditionnels n'ont pas anticipé les dangers de cette division et n'ont pas été consultés lors de la délimitation des frontières.

La colonisation a affaibli les institutions traditionnelles afar, qui étaient les seuls espaces où une gestion politique, inspirée du modèle arabo-musulman, existait. Les colonisateurs ont méthodiquement détruit les germes de conscience politique, un héritage qui a été perpétué par les États postcoloniaux. Ces derniers ont cherché à masquer la force régionale des Afar et leur importance dans la politique de la Corne de l'Afrique.

Vers une renaissance de la conscience politique

Malgré cet affaiblissement, certains leaders afar, tels que Yayo Mohamed, Sultan d'Awsa (1930-1945), ont tenté de contrer les effets délétères de la colonisation. Mais ces efforts ont souvent été entravés par des collaborateurs locaux, ce qui a accéléré la marginalisation du peuple Afar.

Depuis une dizaine d'années, cependant, on observe un réveil de la conscience politique chez les Afar. L'actuel président Awal Arba incarne cette nouvelle ère. En Éthiopie, son engagement pour conscientiser la communauté afar sur son rôle politique est perçu comme un exemple pour les Afar vivant sous des régimes dictatoriaux à Djibouti et en Érythrée. Ce réveil est porteur d'espoir, mais il souligne aussi la nécessité pour les Afar de ces deux derniers pays de renforcer leur conscience politique pour éviter de se retrouver dans une impasse.

L'urgence d'une prise de conscience collective

À Djibouti en particulier, la situation politique est préoccupante. Il est impératif de susciter une prise de conscience politique large et cultivée au sein de la communauté afar. Il est essentiel de leur faire comprendre que la politique ne se limite pas aux partis traditionnels : les mouvements citoyens sont également des vecteurs de changement. La politique est l'affaire de tous, et non des seuls experts ou politiciens professionnels.

Les citoyens ont la capacité de transformer les institutions et de promouvoir une démocratie continue.

Aujourd'hui, la conscience politique chez les Afar commence à émerger, notamment grâce aux nombreux conflits récents, tels que ceux du Tigré et de la Somalie, qui ont frappé la région. Ces événements ont agi comme un électrochoc pour les Afar, qui réalisent désormais l'urgence de renforcer leur conscience politique afin de mieux affronter les défis régionaux.

Le rôle de l'art poétique Kassow afar

Le peuple Afar a une riche tradition poétique relative à tous les aspects de son mode de vie pastoral dans les conditions difficiles du désert Afar. L'un des nombreux genres de la poésie Afar est l'art du Kassow.

Le Kassow un genre unique

L'art du Kassow est l'art de la performance poétisée ; il appartient à un mélange unique de littérature orale, d'art performatif esthétique et de drame politique. En cela, l'argument théorique souligne que l'expérience poétique en général et l'art poétique-performatif en particulier véhiculent des enseignements moraux et didactiques destinés à éduquer et sensibiliser la société Afar contre les éventuels risques et contribuer à la transformation de la réalité sociale.

Le genre Kassow, parmi les différents types traditionnels, témoigne de la riche tradition poétique véhiculée des valeurs et de l'identité de la société Afar.

L'art du Kassow est présenté comme une poésie d'accusation, de défi et de résistance en soi.

Néanmoins, l'utilité vitale du Kassow tend à construire le consensus, la compréhension dans un espace géographique, politique et social plus large. Par ailleurs il possède un pouvoir illocutoire et créatif unique, adapté à l'immédiateté des besoins concrets et existentiels du peuple Afar de la Corne d'Afrique.

Néanmoins les dimensions poétiques et politiques restent à encore à être examinées à plus grande échelle et de manière transgénérationnelle depuis la période de Tola Hanfare, le principal poète afar du XIX^e siècle.

Déroulement du Kassow

La convocation de Kassow doit avoir lieu lorsqu'un cas sans précédent, une idée ou un événement provoque la division et la polarisation contre le consensus communautaire caractérisant les Afar.

Chez les Afar, la formation d'une opinion est simplifiée par le Xaagu, système de réseau d'information très avancé. Il ne faut donc que quelques jours pour identifier et établir qu'une affaire nécessite la convocation de Kassow par les anciens. Toute nouvelle peut parvenir à chaque hameau Afar et jusqu'au berger à la tête de son bétail dans la Corne Afar dans un délai incroyablement court.



Kassow en région afar d'Ethiopie

Le Kassow peut également être utilisé par un groupe de personnes lésées contre un acte présumé injuste et contrevenant au système de pacte de lois, normes, valeurs et coutumes de la société Afar. Dans ce cas précis, le rôle du Kassow est de convaincre, de rappeler à l'ordre ou à la raison, et de faire pression sur l'autre partie pour qu'elle finisse par assumer les actes et les comportements qui lui sont reprochés. En cas d'échec, on peut avoir recours à la médiation des anciens les plus influents dans la société.

L'autre dimension de la singularité de Kassow est qu'il se distingue par sa forme poétique et son organisation. La première étape consiste à entreprendre le processus difficile consistant à formuler les questions controversées des parties en compétition sous une forme gérable ; cela implique de condenser et de réduire les points de vue et les positions contradictoires en deux catégories globales. Ce faisant, il faut veiller à ce que chaque variante de points de vue soit représentée dans l'un des sujets majeurs.

Une fois les deux avis clairement identifiés, les anciens (les sages) déterminent et rendent public le lieu, la date ainsi que les détails des préparatifs de l'événement.

Le jour du Kassow, le public forme un cercle et les artistes s'alignent en deux groupes en formation chorégraphique et occupent le devant de la scène. C'est l'occasion aux talents -poètes, orateurs, divertisseurs et autres artistes de prouver leur génie pour convaincre l'audience.

Le Kassow se déroule dans une atmosphère générale de fête rythmée par un accompagnement d'hymnes mélodiques et de danses qui confèrent au Kassow une superbe poésie au service de la société.

C'est un art social exécuté devant un public actif, un immense rassemblement social, utilisant le langage le plus raffiné et le plus poétisé pour convaincre et gagner le soutien d'un groupe rival qui argumente pour défendre une idée rivale.

Tola Hanfare : un poète hors du commun

Tola Hanfare, selon le chercheur Ahmed Malko est considéré comme le maître de la poésie Afar. Ayant vécu entre 1830 et 1930, ce centenaire a dominé le genre de son vivant et bien après sa mort, par la seule force magique de ses verbes.

Dans le passage suivant Tola Hanfare fait son autoportrait en réponse à ses détracteurs, les rumeurs et les mauvaises langues qui lui taillaient une réputation de sorcier ou de loup-garou.

1-Ginnile iyya maraw tuhinna yok taanam

1-Ceux qui me disent un oracle vous vous trompez

2-Lem buta iyya maraw tuhinna yok taanam

2-Ceux qui me disent un sorcier vous vous trompez

3- Yot camittaamat nagay maan labhay

3- J'ai une muse qui m'inspire

4- anu exce hinnay is maraqta yaabak

4- Elle est inséparable de mes paroles

5- Innih exce tiyah numut ma kimbiiaqa

5- Par le déni je ne reproche jamais à autrui mes propos

6-Gad kee yaabah numut maceera innih

6-Les critiques poétiques et verbaux ne m'énervent pas

7-Labhay yok abeenimiy ma haweena

7-Je n'oublie pas le tort que l'on m'a fait

8- Labhay yoh abeenimiy ma habaala

8- Je n'oublie pas le bien que l'on m'a fait